

## **Qu'est-ce que l'Etat ?**

### **Selon les métaphysiciens et les docteurs en droit**

Qu'est-ce que l'Etat ? C'est nous répondent les métaphysiciens et les docteurs en droit, c'est la chose publique ; les intérêts, le bien collectif et le droit de tout le monde, opposés à l'action dissolvante des intérêts et des passions égoïstes de chacun. C'est la justice et la réalisation de la morale et de la vertu sur la terre. Par conséquent, il n'est point d'acte plus sublime ni de plus grand devoir pour les individus que de se dévouer, de se sacrifier, et au besoin de mourir pour le triomphe, pour la puissance de l'Etat.

Voilà en peu de mots toute la théologie de l'Etat. Voyons maintenant si cette théologie politique, de même que la théologie religieuse ne cache pas sous de très belles et de très poétiques apparences, des réalités très communes et très sales.

Analysons d'abord l'idée même de l'Etat, telle que nous la représentent ses prôneurs. C'est le sacrifice de la liberté naturelle et des intérêts de chacun, individus aussi bien qu'unités collectives, comparativement petites : associations, communes et provinces, aux intérêts et à la liberté de tout le monde, à la prospérité du grand ensemble. Mais ce « toute le monde », ce « grand ensemble », qu'est-il en réalité ? C'est l'agglomération de tous les individus et de toutes les collectivités humaines plus restreintes qui le composent. Mais, du moment que pour le composer et pour s'y coordonner tous les intérêts individuels et locaux doivent être sacrifiés, le tout qui est censé les représenter, qu'est-il en effet ? Ce n'est pas l'ensemble vivant, laissant respirer chacun à son aise et devenant d'autant plus fécond, plus puissant et plus libre que plus largement se développe en son sein la pleine liberté et la prospérité de chacun ; ce n'est point la société humaine naturelle, qui confirme et augmente la vie de chacun par la vie de tous ; c'est au contraire, l'immolation de chaque individu comme toutes les associations locales, l'abstraction destructive de la société vivante, la limitation, ou pour mieux dire la complète négation de la vie et du droit de toutes les parties qui composent le monde, pour le soi-disant bien de tout le monde : c'est l'Etat, c'est l'autel de la religion politique sur lequel la société naturelle est toujours immolée : une universalité dévorante, vivant de sacrifices humains, comme l'Eglise. L'Etat [...] est le frère cadet de l'Eglise.

### **Intérêts « généraux » et intérêts des associations et individus**

Il est évident que tous les intérêts soi-disant généraux de la société que l'Etat est censé représenter et qui en réalité ne sont autre chose que la négation générale et constante des intérêts positifs des régions, des communes, des associations et du plus grand nombre des individus assujettis à l'Etat, constituent une abstraction, une fiction, un mensonge et que l'Etat est comme une vaste boucherie et comme un immense cimetière où, à l'ombre et sous le prétexte de cette abstraction, viennent généralement, béatement, se laisser immoler et ensevelir toutes les aspirations réelles, toutes les forces vives d'un pays ; et comme aucune abstraction n'existe jamais par elle-même ni pour elle-même, comme elle n'a ni jambes pour marcher ni bras pour créer, ni estomac pour diriger cette masse de victimes qu'on lui donne à dévorer, il est clair qu'aussi bien que l'abstraction, religieuse

ou céleste –Dieu– représente en réalité les intérêts très positifs, très réels d’une caste privilégiée –le clergé–, son complément terrestre, l’abstraction politique, l’Etat, représente les intérêts non moins positifs et réels de la classe aujourd’hui principalement sinon exclusivement exploitante [...], la bourgeoisie.

### **Patrimoine d’une classe privilégiée**

L’Etat a toujours été le patrimoine d’une classe privilégiée quelconque : classe sacerdotale, classe nobiliaire, classe bourgeoise ; classe bureaucratique à la fin, lorsque, toutes les autres classes s’étant épuisées, l’Etat tombe ou s’élève, comme on voudra, à la condition de machine ; mais il faut absolument pour le salut de l’Etat qu’il y ait une classe privilégiée quelconque qui s’intéresse à son existence.

[...] L’industrie capitaliste et la spéculation bancaire modernes ont besoin, pour se développer dans toute l’ampleur voulue, de ces grandes centralisations étatiques qui, seules, sont capables de soumettre à leur exploitation les millions et les millions de prolétaires de la masse populaire. Aussi bien, l’organisation fédérale, de bas en haut, des associations ouvrières, des groupes, des communes, des cantons et enfin des régions et des nations, est-elle la seule et unique condition d’une liberté réelle et non fictive, aussi contraire qu’est incompatible avec elles tout système économique autonome.

[...] A l’heure actuelle, un Etat digne de ce nom, un Etat fort, ne peut avoir qu’une base sûre : la centralisation militaire et bureaucratique. Entre la monarchie et la république la plus démocratique, il n’y a qu’une différence notable : sous la première, la gent bureaucratique opprime et presse le peuple, au nom du roi, pour le plus grand profit des classes possédantes et privilégiées, ainsi que dans son intérêt propre ; sous la république, elle opprime et presse le peuple de la même manière pour les mêmes poches et les mêmes classes, mais par contre, au nom de la volonté du peuple. Sous la république, la pseudo-nation, le pays légal, soi-disant représenté par l’Etat, étouffe et continuera d’étouffer le peuple vivant et réel. Mais le peuple n’aura pas la vie plus facile quand le bâton qui le frappera s’appellera populaire.

### **« Pour le bien du peuple »**

Aucun Etat, si démocratique que soient ses formes, voire la république politique la plus rouge, populaire uniquement au sens de ce mensonge connu sous le nom de représentation du peuple, n’est en mesure de donner à celui-ci ce dont il a besoin, c’est-à-dire la libre organisation de ses propres intérêts, de bas en haut, sans aucune immixtion, tutelle ou contrainte d’en haut, parce que tout Etat, même le plus démocratique, même pseudo-populaire comme l’Etat imaginé par Marx, n’est pas autre chose, dans son essence, que le gouvernement des masses de haut en bas par une minorité savante et par cela même privilégiée, soi-disant comprenant mieux les véritables intérêts du peuple que le peuple lui-même.

[...] La phrase sacramentelle pour le gouvernement des masses populaires, pour leur propre bien sans doute, pour [le] salut de leur âme, sinon celui de leur corps, dans les

Etats théocratiques et aristocratiques, pour les saints et les nobles, et dans les Etats doctrinaires, libéraux, voire même républicains et basés sur le suffrage universel, pour les intelligents et les riches, est la même : « Tout pour le peuple, rien par le peuple. » Ce qui signifie que les saints, les nobles, ou bien les gens privilégiés soit au point de vue de l'intelligence scientifiquement développée, soit à celui de la richesse, beaucoup plus rapprochés de l'idéal, ou de Dieu, disent les uns, de la raison, de la justice et de la vraie liberté, disent les autres, que ne le sont les masses populaires, ont la sainte et noble mission de les y conduire. Sacrifiant leurs intérêts et négligeant leurs propres affaires, ils doivent se dévouer au bonheur de leur frère cadet, le peuple. Le gouvernement n'est pas un plaisir, c'est un pénible devoir : on n'y cherche pas la satisfaction soit de son ambition, soit de sa vanité, soit de sa cupidité personnelle, mais seulement l'occasion de sacrifier au bonheur de tout le monde. C'est pour cela sans doute que le nombre des compétiteurs aux fonctions officielles est toujours si petit, et que rois et ministres, grands et petits fonctionnaires n'acceptent le pouvoir qu'à leur corps défendant.

**Michel Bakounine,**  
« *Fédéralisme, socialisme, antithéologisme* », 1867. Extraits